

COMMUNE DE BRIGNOLES (83170)

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

APPEL D'OFFRES OUVERT

**Identification de l'organisme qui passe le marché :** Commune de Brignoles – Direction de la Commande Publique – Annexe Municipale – 45 ter rue docteur Barbaroux – BP 307 – 83177 BRIGNOLES Cedex – Tél. : 04.94.86.22.17 - Fax : 04.94.59.16.93.

Email : [DPC@brignoles.fr](mailto:DPC@brignoles.fr)

Adresse Internet générale du pouvoir adjudicateur : <http://www.ville-brignoles.fr>

Adresse Internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

**Type de pouvoir adjudicateur et activités principales :** Collectivité territoriale.

Le Pouvoir Adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

**Objet du marché :** Missions de contrôle technique à bons de commande sur 4 ans.

**Mode de passation :** Appel d'offres ouvert conclu selon les articles L 2124-1 à L 2124-2, R 2124-1 et R 2124-2, R 2161-1 à R 2161-5, R2162-1 à R 2162-6 et R 2162-13 à R 2162-14.

**Caractéristiques du marché :**

Le présent marché concerne les vérifications initiales à effectuer en amont d'éventuels travaux, les contrôles techniques à réaliser en cours de travaux et les vérifications finales. Ces missions sont ponctuelles et liées aux travaux menés par La Direction Etudes, Travaux et Grands Projets et la Direction des Services Technique et de l'environnement de la Ville. Les prestations demandées doivent être conformes aux normes françaises ou européennes homologuées ou toutes autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux ou, conformément aux dispositions de l'article R2111-9 du Code de la Commande Publique, respecter de manière équivalente les spécifications issues de ces différents documents. Il s'agit d'un marché public de prestations de services à bons de commande, sans minimum annuel et avec un maximum annuel de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande et passé dans le cadre des dispositions des articles L 2124-1 à L 2124-2, R 2124-1 et R 2124-2, R 2161-1 à R 2161-5, R2162-1 à R 2162-6 et R 2162-13 à R 2162-14.

Montant total maximum annuel de commande : 60 000 € H.T.

Montant total maximum de commande sur 4 ans : 240 000 € H.T.

A titre indicatif la moyenne annuelle des dépenses au cours des trois dernières années s'élève à 28 611 € H.T.

Il est conclu pour une première période d'un an, reconductible 3 fois par voie expresse pour la même période. La durée globale maximale du marché est de 48 mois.

**Lieu d'exécution des prestations :** Les prestations seront réalisées sur le territoire de la Commune de Brignoles (83 170). Le lieu d'exécution des prestations sera précisé sur chaque bon de commande.

**Classification C.P.V.:** 71356100-9 (Services de contrôle technique).

**Code NUTS :** FRL05

**Variantes :** non autorisées.

**Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :**

Marché conclu avec un prestataire unique ou avec des prestataires groupés conjoints ou solidaires.

**Délai minimum de validité des offres :** 120 jours.

**Modalités de financement :** Fonds propres.

**Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature :** Français.

**Unité monétaire utilisée :** L'euro.

**Date et heure limites de réception des offres:** Le Lundi 17 Juin 2019 à 12 heures.

**Conditions de participation - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :**

*1/Possibilité de procédure DUME S :*

«Cela permet aux entreprises de candidater sur la base de leur seul numéro de SIRET. Le mode de transmission des éléments de la candidature et de l'offre est dématérialisé. La réponse électronique est indispensable mais aucune signature n'est exigée (La signature sera dans ce cas demandée à posteriori à la seule entreprise retenue). Voir les détails dans le règlement de la consultation»

*2/Candidature de votre entreprise, hors procédure DUME S :*

Conditions fixées aux articles, R.2142-1 à R.2142-14 et R.2143-11 et R.2143-12 du code de la commande publique entré en vigueur le 1er avril 2019 et précisées dans le règlement de consultation. Le candidat devra en particulier fournir :

- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (imprimé Cerfa **DC1**) (<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/R38271>) ou, à défaut d'utiliser l'imprimé DC1 : Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner, établie sur papier libre, dûment datée et signée et précisant : le nom et l'adresse du candidat ; si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire ; document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

- Déclaration du candidat (imprimé Cerfa **DC2**).

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

- Déclaration sur l'honneur du candidat concernant les interdictions de soumissionner visées aux articles R.2143-3 du code de la commande publique entré en vigueur le 1er avril 2019

.- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail. (si DC2 non produit).

- Production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières.

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objets du présent marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant la date et le destinataire public ou privé. Attestations du destinataire prouvant la livraison des prestations ou, à défaut, déclaration de l'opérateur économique.

**N.B :** Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2019, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

1/ d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature, toutes les informations nécessaires sa consultation,  
2/ d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature, toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au service acheteur concerné lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables, même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu.

**Critères d'attribution :** Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés suivants :

- Prix des prestations : 60 % - Valeur technique : 40%.

**Modalités d'obtention du dossier de consultation :** Gratuitement sur le site : [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr)

**Conditions de remise des offres :** Conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du code de la commande publique entré en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2019, les offres devront obligatoirement être envoyées par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-securises.fr> (aux conditions indiquées dans le Règlement de Consultation).

**Renseignements d'ordre administratif :** Mairie de Brignoles - Direction de la Commande Publique suivant les coordonnées indiquées ci-dessus.

**Renseignements d'ordre technique :** Mairie de Brignoles – Direction des Etudes, des Travaux et des Grands Projets – Bâtiment de l'Urbanisme – Hôtel de Ville – Place Carami – 83170 Brignoles – Affaire suivie par M. Laurent GRANDET (Portable : 06.07.81.20.26) - Tél. : 04.94.86.16.06 – Email : [detg@brignoles.fr](mailto:detg@brignoles.fr)

**Instance chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Toulon – 5 Rue Jean Racine – BP 40510 - 83041 Toulon Cedex 9 – Tél. : 04.94.42.79.30 – Fax : 04.94.42.79.89.

**Introduction des recours éventuels :**

- Référé précontractuel (jusqu'à la signature de l'accord-cadre) : Article L551-1 à L551-4 du code de justice administrative.

- Recours pour excès de pouvoir (2 mois à compter des décisions de rejet).

- Recours en appréciation de la validité d'un contrat (à compter de la signature du contrat).

- Recours contractuel : Article L551-13 à L551-16 du code de justice administrative.

- Référé suspension introduit avant la signature de l'accord-cadre contre les actes détachables du contrat : Art L 521-1 à L521-4 du code de justice administrative.

- Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Date d'envoi à la publication :** Le Mercredi 15 Mai 2019.